

Cadre Harmonisé d'identification des zones et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH) - Analyse régionale de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë - Situation courante (Février-Mai 2014) et projetée (Juin-Aout 2014)

L'essentiel

Malgré une campagne agricole et pastorale 2013-2014 jugée moyenne à bonne, les perspectives, à l'amorce de la période de soudure se caractérisent par une dégradation saisonnière des disponibilités alimentaires et de la situation nutritionnelle.

Globalement, les prix des denrées alimentaires sont inférieurs à ceux de l'année passée à la même période. Toutefois, ils restent supérieurs à la moyenne des 5 dernières années pour le mil et le sorgho, surtout dans le bassin de commercialisation Est, et stables pour le maïs et le riz. A l'exception de l'arachide et de l'hévéa, les prix du niébé, du coton, du sésame et du cacao sont favorables aux producteurs.

L'insécurité au Nord du Mali, au Nord-Est du Nigeria, en République centrafricaine, au Soudan et au Soudan du Sud a généré des mouvements de population, des perturbations de la transhumance et des flux transfrontaliers. Cette insécurité affecte la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en augmentant la pression sur les ressources locales.

Ces conditions mettent de larges zones sous pression dans la région avec plusieurs zones en phase de crise dans les pays de la bande sahélienne, à l'exception du Burkina-Faso, de la Mauritanie et du Cap-Vert. Depuis l'analyse de novembre 2013, on observe une augmentation du nombre de zones en phase de crise. La situation projetée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pourrait s'aggraver avec la période de soudure.

La situation actuelle s'explique par :



Consommation alimentaire

Pour les ménages moyens et nantis, la consommation alimentaire reste assurée. En revanche, les ménages pauvres et très pauvres font face à une détérioration de l'accès alimentaire particulièrement marquée dans les zones en phase de crise à cause de l'épuisement de leurs stocks alimentaires et de la hausse des prix par rapport à la moyenne quinquennale.



Evolution des moyens d'existence

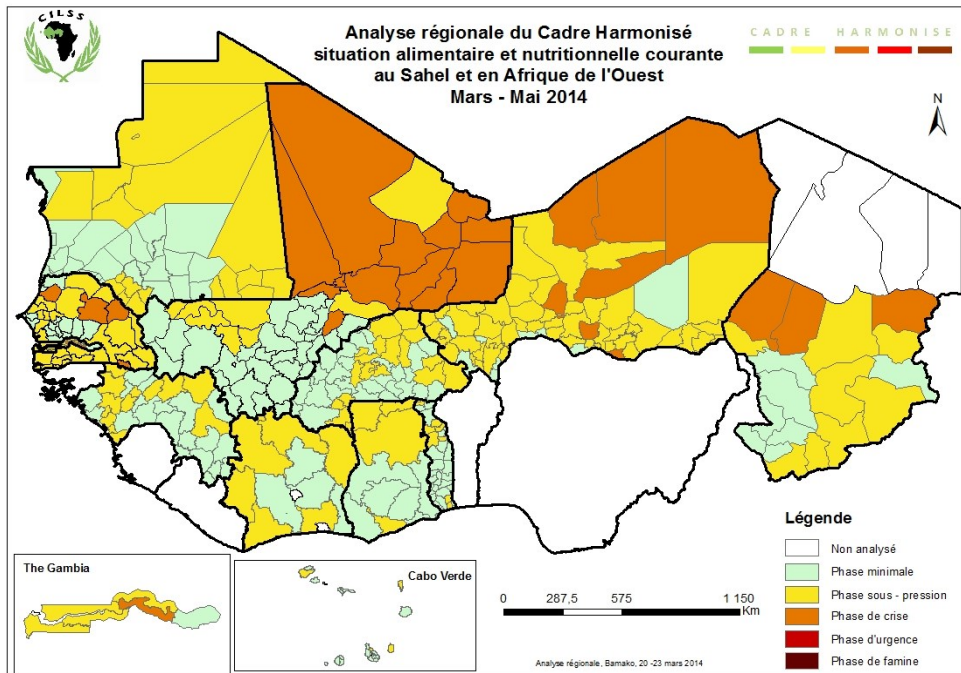
D'une manière générale, les moyens d'existence des ménages pauvres et très pauvres sont sous pression particulièrement dans les zones ayant subi des chocs agro-climatiques et socio-économiques et qui n'ont pas reçu suffisamment d'appui à la reconstitution de leurs avoirs (Mali, Sénégal, Niger, Tchad, Guinée, Gambie). Par ailleurs, des centaines de milliers de réfugiés, déplacés et familles d'accueil voient leurs moyens d'existence fragilisés ou perdus.



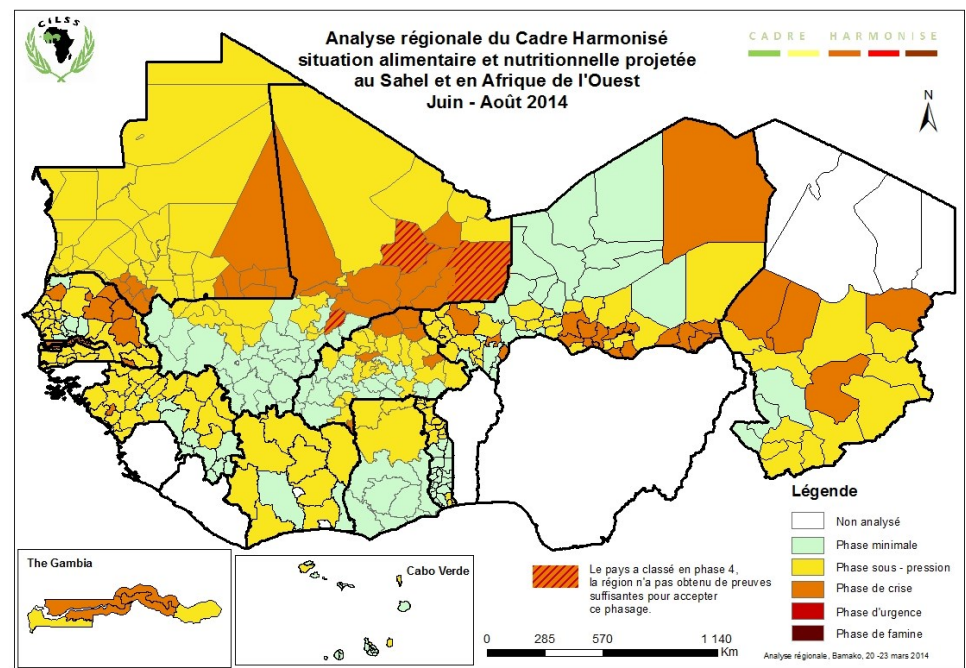
Nutrition :

La situation est toujours aussi préoccupante dans la région, même si une légère amélioration saisonnière de la malnutrition aiguë est observée notamment en Mauritanie.. Entre juin et août 2014, le taux de *Malnutrition aiguë globale* attendu serait au-dessus des seuils critiques (*Malnutrition aiguë globale* (MAG): 10-15 %) ou d'urgence (MAG : 15-30%) dans plusieurs zones au Sénégal, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Tchad et de façon localisée au Burkina Faso.

Une campagne agropastorale moyenne à bonne, des zones en crise dans la bande pastorale avec plus de 4 millions de personnes en besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate



Dégradation des conditions de consommation alimentaire et du pouvoir d'achat des ménages pauvres dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires et de taux élevés de malnutrition en période de soudure



Phase 1 Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; ou marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l' inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classer en famine).



Principaux résultats de l'analyse

Facteurs contributifs

Disponibilité alimentaire : production moyenne à bonne avec déficits localisés

Malgré une campagne agricole et pastorale 2013-2014 jugée moyenne à bonne, les perspectives, à l'amorce de la période de soudure, se caractérisent par une dégradation des disponibilités alimentaires. Dans beaucoup de régions, la production agricole de contre-saison (riz, maraîchage, céréales de décrue...) a permis de compenser les déficits céréaliers. Néanmoins, dans certaines zones, on constate de très mauvaises productions dues au tarissement précoce des points d'eau (Bandiagara au Mali).

Par ailleurs, il a été constaté un bon fonctionnement des marchés avec un transfert régulier des surplus de disponibilité des denrées alimentaires des zones excédentaires vers les zones déficitaires.

Sur le plan pastoral, on assiste à une baisse saisonnière en qualité et en quantité des pâturages disponibles. De manière générale, les prix des aliments pour bétail sont en hausse dans la région. Les circuits de transhumance sont perturbés dans les zones en insécurité civile (axe Sud du Tchad- République centrafricaine (RCA), Diffa-Nord Nigeria et Nord Mali-Sud-Est de la Mauritanie). Dès lors de nombreux conflits entre agriculteurs et éleveurs sont signalés du fait que des milliers d'animaux séjournent dans des zones à vocation agricole, à la veille des premières pluies.

Accessibilité alimentaire : prix en baisse mais encore élevés par rapport à la moyenne quinquennale

Les prix des denrées alimentaires sont en général inférieurs à ceux de l'année passée à la même période. Toutefois, ils restent supérieurs à la moyenne des 5 dernières années pour le mil et le sorgho, surtout au Niger, au Tchad et au Nord Nigeria. Fin janvier 2014, une hausse de plus de 25% des prix par rapport aux 5 dernières années est observée sur le mil et/ou le sorgho à Tillabéri, Agadez, Diffa et Zinder au Niger, au Bar-El Ghazal et Ndjamena au Tchad, à Katsina et Kano au Nigeria, à Kolda au Sénégal. A l'inverse, on observe des baisses du prix du maïs au Sud Mali, au Bénin et au Togo.

Dans les zones pastorales, la situation actuelle est caractérisée par une baisse en qualité et en quantité des pâturages, ce qui engendre une détérioration de l'état d'embonpoint des animaux et par conséquent une baisse des termes de l'échange bétail/céréale marquant ainsi une dégradation du pouvoir d'achat des éleveurs jusqu'en juin 2014.

Utilisation : situation nutritionnelle toujours préoccupante

La situation nutritionnelle est toujours aussi préoccupante dans la région. L'analyse des résultats des dernières enquêtes nutritionnelles et des séries historiques sur les dernières années, quand ils étaient disponibles, a contribué à la formulation d'hypothèses hautes pour la période de soudure en situant le taux de *Malnutrition aiguë globale* (MAG) attendu au-dessus des seuils critiques (MAG : 10-15 %) ou d'urgence (MAG : 15-30%) dans plusieurs départements ou régions du Sénégal, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Tchad et de façon localisée au Burkina Faso.

Il est estimé que le Niger, le Tchad, le Mali et le Burkina Faso rassemblent plus de 50% des cas de malnutrition aiguë sévère au Sahel.

Chocs : l'impact des chocs climatiques et sécuritaires placent certaines populations dans une situation de besoin d'assistance immédiate

L'insécurité au Nord du Mali, au Nord-Est du Nigeria, en République centrafricaine, au Soudan et au Soudan du Sud a généré des mouvements de population, des perturbations de la transhumance et des flux transfrontaliers. Cette insécurité affecte la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en augmentant la pression sur les ressources locales. En fin janvier 2014, le HCR et ses partenaires dénombreaient plus de 671 000 réfugiés dans tous les pays sahéliens, sans inclure le Mali et le Nigeria. On dénombreait également plus de 695 000 déplacés internes et « retournés » au Mali, au Niger, au Nigeria et au Tchad (source : OCHA et partenaires).

Phase courante (février-mai 2014) et projetée (juin-août)

Phase 4 – Urgence

- **Situation courante :**
Aucune zone n'est observée en phase 4, cependant 264 000 personnes se trouvent en situation d'urgence au Sénégal, en Gambie, au Mali, en République de Guinée et au Tchad.
- **Situation projetée : population estimée à 604 000 personnes**
A la période de soudure, la population en urgence est estimée **604 000 personnes** réparties en Gambie, au Mali, en Mauritanie, en République de Guinée, au Sénégal et au Tchad. Ces personnes auront besoin d'une assistance en urgence.

Phase 3 – Crise

- **Situation courante: population estimée à 4 631 000 personnes**

Au total 28 zones sur 377 étudiées se trouvent en phase 3 (crise) réparties dans 5 pays dont 4 au Sénégal (Louga, Ranerou, Kanel et Salemata), 13 au Mali (Tombouctou, Gourma Rharouss, Goundam, Niafunké, Diré, Abeibara, Tin-Essako, Kidal, Gao, Ansogo, Menaka, Bourem, Bandiagara), 7 au Niger (Aderbissinat, Arlit, Ifrouane, Bilma, Abalak, Abala, Mayahi et Magaria) , 3 au Tchad (Barh El Ghazal, Kanem, Wadi Fira) et 1 en Gambie (Central River Region South).

On retrouve des populations en crise (phase 3) dans tous les pays à l'exception du Burkina Faso. Elles sont éparpillées dans des zones classées en crise, sous pression et en insécurité alimentaire minimale. Le Mali et le Niger ont le plus grand nombre de cas, avec chacun plus d'un million de personnes en phase 3.

La crise alimentaire et nutritionnelle affecte déjà les ménages les plus pauvres de la région et ceux touchés par les chocs tels que l'impact des crises sécuritaires (insécurité au Mali, Nigeria, République centrafricaine, Soudan du Sud et Soudan), les chocs climatiques (mauvaise répartition des pluies) et économiques (prix toujours élevés) et l'effet cumulé des crises précédentes. **Ces populations nécessitent un renforcement de l'assistance.**
- **En situation projetée : population estimée à 7 229 000 personnes**
A la période de soudure entre juin et septembre, 50 zones sur un total de 377 seraient en phase 3. La population en phase 3 (Crise) est estimée à **7 229 000 personnes** qui auront besoin d'une assistance adaptée et immédiate en nutrition et santé, accès alimentaire et protection des moyens d'existence dans l'ensemble des 12 pays étudiés.

Phase 2 – Sous Pression :

- **Situation courante : 24 628 000 personnes**
On retrouve 155 zones sur les 377 en sous pression réparties sur toute la région. Dans la plupart des cas l'insécurité alimentaire de type phase 2 (Sous pression) est le résultat des mauvaises récoltes localisées, de l'insécurité civile, du niveau élevé des prix de céréales locales et de la pauvreté structurelle. Ces populations peuvent basculer à tout moment en situation de crise. **Le renforcement de leur capacité de résilience est essentiel.**
- **Situation projetée : 28 666 000 personnes**
Pendant la période de soudure, on s'attend à une augmentation des populations en phase 2 (Sous pression) dans tous les pays à l'exception du Cap-Vert et du Ghana. Leur nombre est estimé à **28 666 000 personnes** réparties dans 167 zones sur 377 étudiées.

Estimation des populations en insécurité alimentaire

Le tableau 1 ci-dessous présente les estimations de populations par phase dans les pays du Sahel et les pays côtiers analysés en situation courante et projetée.

Tableau 1 : Estimation des populations en insécurité alimentaire dans les pays du Sahel et les pays du golfe de Guinée en situation courante (février-mai 2014) et projetée (juin-août 2014)

Pays	Situation courante (février-mai 2014)		Situation projetée (juin-août 2014)	
	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3 à 5	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3 à 5
Burkina Faso	3 278 950	0	4 051 251	333 485
Cap Vert	66 651	48 895	66 651	48 895
Gambie	413 539	82 167	427 786	202 542
Mali	2 175 264	1 534 261	2 836 592	1 920 060
Mauritanie	592 701	30 753	789 347	367 006
Niger	3 945 107	1 395 463	3 528 155	2 186 540
Sénégal	2 703 913	617 802	2 953 807	738 747
Tchad	2 184 721	448 873	3 110 233	811 570
Total pays du Sahel	15 360 845	4 158 213	17 763 823	6 608 844
Côte d'Ivoire	3 208 989	383 934	4 117 723	727 835
Ghana	3 629 716	46 787	3 127 056	76 465
République de Guinée	1 891 289	255 446	2 642 654	307 636
Togo	537 474	50 262	1 014 739	112 405
Total pays du golfe de Guinée	9 267 468	736 429	10 902 172	1 224 341
Total 12 pays	24 628 312	4 894 642	28 665 995	7 833 185

Méthodologie et difficultés dans l'analyse

L'analyse du Cadre Harmonisé se base sur l'analyse des quatre indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire (consommation alimentaire, état nutritionnel, évolution des moyens d'existence et mortalité) mis en regard avec les facteurs contributifs (productions agricoles, état des pâturages, prix des denrées etc.) qui peuvent impacter sur ces indicateurs.

Certains pays tels que la Mauritanie, le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad procèdent à ces analyses depuis plusieurs années avec la nouvelle version du Cadre Harmonisé. Dans d'autres pays, le processus a démarré en 2013 et cette analyse était le deuxième cycle mené en Gambie, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Cap Vert, en Guinée et au Ghana.

Les analyses ont été menées par les Cellules nationales rassemblant les experts nationaux, ainsi que le CILSS, des agences des Nations Unies, des ONG, FEWS NET, GSU/IPC etc. Elles ont été précédées, pour ce cycle de février/mars 2014, par des phases de collecte et de compilation des preuves mieux préparées que par le passé. Les exercices ont procédé à l'analyse de la situation courante couvrant la période février à mai 2014, ainsi que l'analyse de la situation projetée allant de juin à septembre.

Dans les pays du Sahel, ces analyses ont généralement pu s'appuyer sur davantage d'informations récentes que celles de novembre 2013, notamment des enquêtes de vulnérabilité, des analyses sur l'économie des ménages (HEA) et des enquêtes nutritionnelles. Les données historiques disponibles sur la nutrition ont servi à formuler des hypothèses pour la situation projetée.

En revanche dans les pays du golfe de Guinée peu de données récentes étaient disponibles en raison d'une moindre fréquence des enquêtes. L'analyse s'est basée principalement sur les proxys caloriques comme indicateur de la consommation alimentaire et sur des facteurs contributifs (tendances des prix, productions agricoles, données socio-économiques etc.), les données sur la nutrition étant anciennes.

Une réunion de la Cellule régionale¹ s'est tenue du 20 au 24 mars 2014 à Bamako au Mali pour analyser et consolider les résultats nationaux. Il ressort les constats suivants :

- Généralement dans les pays du golfe de Guinée, les preuves ne suffisent pas toujours à asseoir une analyse précise des indicateurs de résultats. L'exercice s'est donc surtout basé sur les facteurs contributifs. Au Mali, la partie nationale a classifié, pour la situation projetée, les Cercles de Bandiagara, Bourem et Ménaka en Phase 4 (urgence). L'équipe régionale a exprimé des réserves sur cette classification. En dépit des compléments d'informations apportés par la partie nationale, il est ressorti des insuffisances pour confirmer la classification des zones en phase 4 (urgence).
- Des réserves ont été exprimées sur l'estimation des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal. Ces estimations ont été revues par la Cellule d'analyse nationale du Sénégal.

¹ Composée d'experts du CILSS, PAM, FAO, FEWS NET, ACF, SAVE THE CHILDREN, OXFAM, FICR, GSU IPC, JRC

Globalement les processus d'analyse se font dans des conditions qui s'améliorent progressivement, en notamment en ce qui concerne la qualité du processus et la couverture des pays. Cependant, il subsiste des marges de progrès possibles, en particulier pour l'analyse des situations projetées et la méthode d'estimation des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Pour renforcer le processus et le développement du Cadre Harmonisé dans la région, il est indispensable de continuer les efforts, entre autres, dans les domaines suivants :

- Formaliser les Cellules nationales d'analyse dans tous les pays ;
- Poursuivre le renforcement des capacités techniques et l'accompagnement de toutes les Cellules nationales ;
- Assurer un délai suffisant pour la préparation, l'analyse, la validation et le rapportage des résultats ;
- Renforcer les systèmes conjoints de collecte de données sur les indicateurs de résultats (consommation alimentaire, évolution des moyens d'existence, nutrition) et rendre disponible les données avec un timing en phase avec la planification des cycles d'analyse.

Recommandations aux pays et leurs partenaires

Dans le court terme, il conviendra de répondre aux besoins des populations en situation de crise et d'urgence, dans les domaines de la nutrition, l'accès alimentaire et les moyens d'existence.

- Apporter rapidement une assistance alimentaire d'urgence en nature ou sous forme de transferts monétaires pour permettre aux ménages très pauvres et pauvres de satisfaire leurs besoins alimentaires de base ;
- Protéger et renforcer les moyens d'existence en soutenant les activités productives en amont du démarrage de la campagne agropastorale 2014/2015 ;
- Renforcer l'accès aux aliments du bétail et aux services vétérinaires de base pour les agropasteurs et les pasteurs du Niger, de la Mauritanie, du Mali, du Sénégal et du Tchad pour pallier au déficit fourrager et aux difficultés liées à la perturbation des mouvements de transhumance ;
- Renforcer la surveillance, la prévention et la prise en charge de la malnutrition aiguë globale en particulier dans toutes les zones où la MAG dépasse le seuil critique de 10% ;
- Répondre aux besoins spécifiques dans les zones qui reçoivent actuellement les afflux de réfugiés et de déplacés notamment l'Est de la Mauritanie, l'Est et l'Ouest du Niger, l'Est et le Sud du Tchad et le Sahel burkinabè.

Par ailleurs, il faut soutenir les moyens d'existence des populations sous pression :

- Renforcer les moyens d'existence en soutenant les activités productives ;
- Renforcer les programmes de filets sociaux et l'accès aux services sociaux de base ;
- Définir les stratégies de prévention et de gestion des conflits pour les ressources naturelles dans les zones sensibles ;
- Renforcer les mécanismes de gestion et de prévention des risques de catastrophes au niveau communautaire.



Contacts

Mme Maty BA DIAO

Présidente de la Cellule d'analyse du CH

Chef de Département Information et Recherche, Centre Régional AGRHYMET/CILSS

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 90 20 38 73

E-mail : M.Badiao@agrhy.net

Partenaires Techniques



Partenaires Financiers

